

# Jacques Attali invité de François Bayrou

MA Kraft -19-06-2011

UNIVERSITE POPULAIRE - JACQUES ATTALI *par mouvementdemocrate*

Mercredi 15 juin 2011, François Bayrou recevait Jacques Attali dans le cadre de l'université populaire du Mouvement Démocrate, pour l'inviter à exposer sa vision du monde actuel, de l'Europe et de la crise des dettes,..

Comme le résume le site du MoDem :

" La valeur qui l'a emporté ou qui est en train de l'emporter dans le monde est celle de la liberté individuelle, que symbolise en politique et en économie le triomphe de la démocratie et du marché, dans le cadre d'une dynamique qui s'auto-entretient, et qui se généralise, comme le montrent les évolutions récentes en Egypte, en Tunisie ou en Chine.

L'Occident souffre d'une fatigue par rapport au développement. La crise mondiale de 2008-2010, partie de la crise des subprimes, était à prévoir. Les mesures prises pour la contrer se sont soldées par un transfert des dettes privées vers la dette publique des Etats. L'Etat se retrouve dans une position de faiblesse extrême, ne pouvant, politiquement, ni augmenter les impôts, ni faire baisser les dépenses pour résorber cet endettement.

Face à la crise, l'attitude consiste le plus souvent à s'écrier "Pas ça, pas moi, pas maintenant", et ce faisant à retarder l'échéance, le moment de payer cette dette. A cet égard, les sommets du G20, que Jacques Attali surnomme le "G vain", lui apparaissent comme des réunions d'Alcooliques anonymes qui se promettent de ne plus boire et fêtent ça autour d'un dernier verre...

Jacques Attali a dressé un parallèle entre gouvernance européenne et gouvernance mondiale : la crise européenne est révélatrice de ce qu'on pourrait vivre à l'échelle planétaire. Aujourd'hui, la zone euro se trouve dans l'impasse : en prenant la décision de faire la monnaie unique, les dirigeants européens savaient que celui-ci ne durerait et ne serait viable que si on mettait en place un fédéralisme budgétaire, en raison des différences de compétitivité. L'élargissement à l'est a rendu les choses ingérables. "Sans un Ministre des Finances européen et sans fédéralisme budgétaire, l'euro est mort."

Pour mettre en place ce fédéralisme budgétaire, il faudrait mettre en commun à l'échelle européenne une partie des dettes publiques et établir les conditions de transferts de souveraineté. L'UE étant la seule puissance continentale à ne pas avoir de dette, elle a un grand potentiel d'emprunt.

La situation actuelle de la Grèce rappelle à Jacques Attali un autre "moment de vérité", survenu le 26 juin 1790, lorsque, les douze provinces des Etats-Unis étant au bord de la faillite, la décision fut prise par Jefferson, Hamilton et Madison, de mettre en place un budget fédéral. "Les colonies américaines étaient très endettées et se sont rassemblées avec une capitale et une banque fédérales."

Paradoxe là aussi, l'Europe a tous les moyens d'être la grande puissance de demain : son potentiel de développement est gigantesque.

Le modèle fondé sur le couple marché / démocratie n'est pas parfait, mais il n'y a pas mieux. "Un marché, pour être un marché pur et parfait, doit absolument faire respecter le droit de propriété." Mais il se heurte à une contradiction majeure : tandis que le marché par nature n'a pas de frontières, la démocratie a des frontières en termes de territoires et de compétences.

"Il y a un pays qui n'a pas d'Etat depuis 15 ans : la Somalie. C'est ici que règne l'absence totale de toutes règles." Et le monde est en fait dans un processus de "somalisation" : à l'exemple de ce pays, livré aux trafiquants de drogue, aux criminels et aux mafias en tous genres.

La situation actuelle possède d'étonnantes similarités avec celle de 1910 : l'Europe était alors en plein optimisme, portée par le progrès technique, l'intégration des nations, les débuts de démocratie ; le monde venait de connaître une crise financière, qui s'était soldée par un transfert de pouvoir entre Grande-Bretagne et Etats-Unis ; le monde connaissait aussi la haine raciale, le rejet de l'étranger, et le terrorisme. En choisissant le protectionnisme, les Etats européens allaient connaître la barbarie, pendant 35, voire 60 ans. A l'époque, personne ne connaissait les Staline, Hitler, et Mussolini ; mais aujourd'hui, il y a aussi des hommes qui viendront et s'empareront du pouvoir si la démocratie fait faillite."

Ajoutons à ce résumé deux points importants de son discours (l'échange avec le public fut aussi très intéressant, avec de très bonnes questions malheureusement pas sur cette vidéo) :

1- Comme en économie s'est imposé le libre-échange, la **valeur** qui a triomphé dans le monde non seulement occidental mais aussi maintenant dans le Maghreb et qui s'étend, c'est la **liberté individuelle**. Mais cette valeur a une induction et une contrepartie : la déloyauté et la précarité (d'où le besoin de s'assurer de plus en plus, de trouver des protections en contrepartie). On se rend compte qu'une liberté excessive est source de déséquilibre et qu'il faudrait aller vers l'altruisme, retrouver le plaisir du don à l'autre, de la relation à l'autre. Pour y arriver, Jacques Attali envisage une étape de transition qu'il nomme "**l'altruisme intéressé**" : l'homme prend conscience qu'il doit être altruiste, qu'il n'a plus le choix et que sinon il va à sa perte. Il adopte donc par logique et intérêt une attitude altruiste. Mais attention, car on pourrait voir surgir une forme de "totalitarisme altruiste", obligeant à des conduites altruistes ...

2- **Le pouvoir politique** a bien changé depuis le début des années 1980. Autrefois, dans les années Mitterrand, le pouvoir politique s'exerçait sur **le nucléaire, la monnaie, la politique industrielle et sur les infrastructures publiques**. Maintenant il s'exerce au travers de **l'Europe**, il a passé la main économiquement à la **mondialisation**, et sur **les infrastructures aux collectivités locales** par la politique de décentralisation. **Le pouvoir de l'Etat s'est vidé de sa substance.**

**CONCLUSION** : "les deux questions clés de l'élection présidentielle seront sur la vision du monde (NDLR mondialisation/nationalisme-protectionnisme, Europe, gouvernance et régulation) et sur la vision de l'Etat."